

## **Table ministérielle « *Rendre le commerce (plus) utile pour l’Afrique et les PMA : comment veiller à ce que le commerce soit plus inclusif et pro-pauvres* »**

**Compte-rendu par Matthieu Boussichas, Responsable de programme à la Ferdi**

La table ministérielle s’est déroulée le 21 juillet de 16h30 à 18h00 et réunissait :

- *Modérateur* : M. **Ratnakar Adhikari**, Directeur exécutif, Cadre intégré renforcé (CIR)
- S.E. Mme. **Jessy Carmelle Petit Frère**, Ministre du Commerce et de l’Industrie, Haïti
- S.E. M. **Phoho Joshua Setipa**, Ministre du Commerce et de l’Industrie, Lesotho
- Mme **Jodie Keane**, Secrétariat du Commonwealth
- **Darlington Mwape**, Chercheur principal, Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD)
- **Aeneas Chapinga Chuma**, Sous-Directeur Général et Directeur régional pour l’Afrique, Bureau International du Travail (BIT)
- **Yao Graham**, Coordinateur, Third World Network – Africa
- Mme **Sekai Nzena**, Chef des Affaires publiques, Amatheon Agri Holding N.V.
- **Matthieu Boussichas**, Responsable de programme, Ferdi

### **Résumé :**

M. **Adhikari** a introduit la session en rappelant qu’un des défis restants en Afrique est la diversification des exportations, limitées et à faible valeur ajoutée et par conséquent peu favorables aux pauvres. Il a dressé une liste de sujets d’importance, à l’instar de ses autres interventions dans d’autres tables rondes, notamment le besoin de promouvoir l’intégration régionale, de renforcer les capacités des administrations et de réellement enclencher une dynamique de transformation structurelle. Ces trois sujets ont été mentionnés systématiquement dans quasiment toutes les tables rondes auxquelles j’ai participé, souvent de façon assez peu substantielle.

La **Ministre haïtienne Petit-Frère** a insisté sur le besoin de soutien des partenaires développés et émergents sur les points mentionnés par M. Adhikari, particulièrement sur l’octroi de préférences commerciales.

Le **Ministre Setipa** du Lesotho a regretté le problème de coordination entre les bailleurs et la faible capacité de son administration à gérer cela. Contrairement à la Ministre haïtienne, il estime que le problème n'est pas tant l'accès aux marchés, car les régimes de préférences existent, mais plutôt la capacité à exploiter ces préférences : pour lui, il faut promouvoir les intégrations régionales, supprimer les subventions qui faussent la concurrence internationale et s'inspirer de la Chine où le commerce extérieur a généré une importante croissance.

**Graham du Third World Network – Africa** a également évoqué la faible diversification des économies les moins avancées en affirmant que les investissements étrangers n'ont fait que renforcer la dépendance des PMA à une base de produits trop étroite et à faible valeur ajoutée. Il préconise de réfléchir à comment remplacer les intrants importés par des intrants locaux (*il n'a pas évoqué le problème de détournement de commerce*). Il a lui aussi insisté sur le besoin de développer les accords commerciaux régionaux en estimant que les mégas accords intercontinentaux qui se mettent actuellement en place ne pouvaient pas tout résoudre.

**Chuma du BIT** a également souligné le problème de capacité des PMA à profiter des avantages du commerce et a insisté lui aussi sur le besoin d'un réel investissement politique pérenne en faveur de l'intégration régionale.

**Mwape de l'ICTSD** a rappelé aux deux intervenants précédents que l'octroi de préférences n'est pas nécessairement pérenne et qu'en dépit de celles-ci, les obstacles au commerce international restent nombreux pour les PMA. Pour lui, les accords ADPIC sont néfastes pour les PMA. Il regrette également le trop long processus de ratification par les PMA de l'accord de *Facilitation au commerce*. Il a enfin souligné l'absence de débat sur la question de l'emploi. Cette question a été quasiment absente des débats de la 14<sup>e</sup> CNUCED.

Mme **Nzenza du Amatheon Agri Holding N.V** représentait le secteur privé. Elle a présenté l'action de son groupe en matière de lutte contre la pauvreté, leur action étant de créer des partenariats entre les différents acteurs de la chaîne de valeur agricole des pays pauvres en vue de réduire les coûts de liaison entre ces acteurs.

**Jodie Keane du Secrétariat du Commonwealth** est revenu sur l'IPoA de 2011 en faveur des PMA et le bilan mitigé établi à Antalya en mai dernier. Elle a estimé qu'il fallait une réflexion sur les critères de graduation des PMA qui ne permettent pas d'apprécier la capacité et la dynamique de transformation structurelle des économies. La position du Commonwealth est qu'il faut d'autres critères complémentaires en matière notamment d'évaluation des réformes politiques.

**Matthieu Boussichas** de la Ferdi a apporté un élément de réponse à la question posée à travers l'évaluation de la contribution de l'aide pour le commerce à la réduction de la pauvreté. Il s'est appuyé pour cela sur l'ouvrage de la Ferdi « *L'Aide pour le commerce - Quels enseignements? Quel Avenir?* » (2015) édité par les Professeurs Olivier Cadot (Université de Lausanne, Senior Fellow de la Ferdi) et Jaime de Melo (Directeur scientifique de la Ferdi), et sur le chapitre « *L'aide pour le commerce comme moyen de financement pour les pauvres* » du Professeur Jaime de Melo et de Laurent Wagner (Ferd), publié dans l'ouvrage collectif « *Financer le développement durable - Réduire les vulnérabilités* (2015, Boussichas, M., et Guillaumont, P. (dir.), Ferdi, Economica, Paris, 528 p.). L'idée principale défendue est que, même si l'évaluation est rendue difficile par un manque de données et le caractère flou du concept d'aide pour le commerce, il apparaît que l'aide pour le commerce est efficace à réduire la pauvreté si celle-ci est ciblée sur les pays à forts handicaps structurels dans un but de financer à la fois des infrastructures matérielles et immatérielles qui contribuent à réduire les coûts du commerce.

Depuis la salle, **Mohamed Sidibé**, coordinateur du CIR (Cadre intégré renforcé) au Mali, a témoigné de l'utilité de l'aide pour le commerce au développement de son pays.